



VILLE DE QUÉBEC

Agglomération de Québec

RÈGLEMENT R.A.V.Q. 217

**RÈGLEMENT DE L'AGGLOMÉRATION MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 3896 DÉCRÉTANT LES RÈGLES DU RÉGIME
COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE POUR LES POMPIERS ET
LES OFFICIERS DE DIRECTION DE LA DIVISION DES
INCENDIES DE LA VILLE DE SAINTE-FOY (GROUPE VI)**

Avis de motion donné le 3 juin 2008

Adopté le 17 juin 2008

En vigueur le 20 janvier 2012

Prise d'effet le 1^{er} janvier 2001

Prise d'effet des articles 2, 10 et 19 par. 4^o le 1^{er} janvier 2000

Prise d'effet de l'article 9 par. 1^o le 1^{er} janvier 2002

Prise d'effet de l'article 20 le 1^{er} janvier 2005



NOTES EXPLICATIVES

Le Règlement 3896 décrétant les règles du Régime complémentaire de retraite pour les pompiers et les officiers de direction de la Division des incendies de la Ville de Sainte-Foy [Groupe VI] est modifié afin d'être conforme à la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives (2000, chapitre 41).

Ce règlement prévoit aussi des dispositions, afin de scinder ce régime le 1^{er} janvier 2005 et de transférer l'actif et le passif se rapportant aux différents groupes de participants et bénéficiaires à deux nouveaux régimes de retraite mis en place à cette date aux termes de deux règlements du conseil de la ville.

Les nouveaux régimes mis en place visés par la scission sont le « Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec » et le « Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec ».

Ce règlement prévoit aussi l'abrogation des dispositions de ce régime complémentaire de retraite pour les pompiers et les officiers de direction de la Division des incendies de la Ville de Sainte-Foy [Groupe VI] qui n'ont plus d'application après le 31 décembre 2004.

Ces modifications s'inscrivent dans le cadre de la réorganisation des régimes de retraite de la Ville de Québec au 31 décembre 2004.

RÈGLEMENT R.A.V.Q. 217

RÈGLEMENT DE L'AGGLOMÉRATION MODIFIANT LE RÈGLEMENT 3896 DÉCRÉTANT LES RÈGLES DU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE POUR LES POMPIERS ET LES OFFICIERS DE DIRECTION DE LA DIVISION DES INCENDIES DE LA VILLE DE SAINTE-FOY (GROUPE VI)

LA VILLE DE QUÉBEC, PAR LE CONSEIL DE LA VILLE, DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 2.07 du *Règlement 3896 décrétant les règles du Régime complémentaire de retraite pour les pompiers et les officiers de direction de la Division des incendies de la Ville de Sainte-Foy [Groupe VI]*, et ses amendements, est abrogé.

2. L'article 2.11 de ce règlement est abrogé.

3. L'article 3.02 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement des sous paragraphes 2° et 3° du paragraphe a) par les suivants :

« 2° convoquer par écrit, dans les six mois de la fin de chaque année financière, chacun des participants actifs, des participants non actifs et des bénéficiaires recevant une rente ainsi que l'employeur à une assemblée annuelle pour :

i) qu'ils prennent connaissance des modifications apportées au régime, des indications portées au registre tenu en application du sous paragraphe 2° paragraphe c et de la situation financière;

ii) permettre au groupe de chacun de ceux-ci de désigner des représentants au sein du comité de retraite.

« 3° transmettre à toutes les personnes visées par le régime, dans les neuf mois de la fin de chaque année financière, un relevé annuel contenant les renseignements prescrits par la loi, dont notamment :

i) les droits accumulés durant la dernière année financière terminée et leur cumul depuis leur adhésion au régime jusqu'à la fin de cette année;

ii) la situation financière du régime; »;

2° l'insertion, dans le sous paragraphe 14° du paragraphe a), après le mot « participants », de « , actifs ou non actifs, »;

3° l'insertion, après le sous paragraphe 14° du paragraphe a), du sous paragraphe suivant :

« 14.1) transmettre à chaque participant et bénéficiaire recevant une rente du régime, avec l'avis de convocation à l'assemblée annuelle, un exposé sommaire des modifications effectuées au cours de la dernière année ainsi qu'une brève description des droits et obligations qui en découlent; »;

4° la suppression du sous-paragraphe 18° du paragraphe a);

5° l'addition, après le sous paragraphe 2° du paragraphe b), des sous paragraphes suivants :

« 3° exiger des frais, le cas échéant, conformément à la loi pour les actes posés sur demande spécifique d'un participant, d'un bénéficiaire ou d'une autre personne dans le cadre de l'administration du régime ainsi que pour répondre aux demandes d'information qui lui sont soumises;

« 4° déterminer les actes et les demandes pour lesquels des frais sont exigibles et en établir le montant en tenant compte des dépenses engagées;

« 5° demander à l'actuaire de faire toute modification requise par la loi et de les soumettre à l'employeur pour adoption et également lui recommander toute autre modification qui ont notamment pour objet de faciliter l'administration du régime. ».

4. L'article 5.02 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe a) par le suivant :

« Nonobstant le premier alinéa, lorsque le surplus disponible le permet, tout ou partie de l'excédent de la cotisation patronale, déterminée au premier alinéa, sur le pourcentage mentionné au troisième alinéa, est payée à même le surplus pour une certaine période, conformément aux sous paragraphes 2° ou 7° du paragraphe a) de l'article 7.12. »;

2° le remplacement, dans le quatrième alinéa du paragraphe a), partout où elle se trouve, de l'expression « paragraphe précédent » par l'expression « troisième alinéa ».

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 5.02, du suivant;

« 5.02.1 Si la cotisation patronale n'est pas déterminée en début d'année, l'employeur doit, jusqu'à la transmission d'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle à la Régie, continuer de verser la cotisation fixée dans le dernier rapport.

Si la nouvelle cotisation est diminuée ou augmentée, la première mensualité due après la transmission du rapport doit être ajustée, avec les intérêts, le cas échéant. ».

6. L'article 5.03 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe a) par le suivant :

« a) Au moins 50 % de la valeur de toute prestation qu'un employé participant a droit lors de sa cessation de service, de son décès ou de sa retraite, pour son service effectué à partir du 1^{er} janvier 1990, doit provenir des cotisations de l'employeur. La valeur en est déterminée à la date d'acquisition suivant des hypothèses et méthodes actuarielles conformes à la loi. ».

7. L'article 6.03 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe c) par le suivant :

« c) À la date où en débute le paiement, la rente ajournée est revalorisée sur la base d'équivalence actuarielle selon des hypothèses et méthodes actuarielles conformes à la loi et qui, à la date où le participant a atteint l'âge normal de la retraite, sont les mêmes que celles utilisées au paragraphe a de l'article 5.03, en tenant compte toutefois des règles prévues à l'article 7.07. ».

8. L'article 6.04 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe b) par le suivant :

« b) Après la fin de la période de versement de la rente, la partie non versée de la rente ajournée est revalorisée sur la base d'équivalence actuarielle selon des hypothèses et méthodes actuarielles conformes à la loi et qui, à la date où le participant a atteint l'âge normal de la retraite, sont les mêmes que celles utilisées au paragraphe a de l'article 5.03, en tenant compte toutefois des règles prévues à l'article 7.07. ».

9. L'article 6.05 de ce règlement est modifié par le remplacement du sous-paragraphe 2° du paragraphe b) par le suivant :

« 2° 40% du maximum des gains admissibles de l'année; ».

10. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 7.01, de ce qui suit :

« Dispositions particulières

« 7.001 Aux fins de la prestation après décès, la qualité de conjoint s'établit, au jour où débute le service de la rente du participant ou au jour qui précède son décès, suivant la première de ces éventualités.

« 7.002 Le conjoint peut renoncer à la prestation payable pour cause de décès en donnant avis au comité de retraite sur le formulaire prévu à cet effet;

toutefois, il peut révoquer cette renonciation en donnant un avis au comité de retraite.

« 7.003 Outre que par testament, le participant peut, en conformité avec l'article 64 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, désigner ses bénéficiaires ou les révoquer par écrit au comité. ».

11. L'article 7.01 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe b) par le suivant :

« b) À compter du mois qui suit celui où il atteint l'âge de 65 ans ou de la date de la retraite si elle est postérieure à 65 ans, la rente annuelle du participant est réduite, pour chaque année de service créditée à compter du 1^{er} janvier 2005, de 0,7 % de la moyenne des salaires annuels du participant durant ses trois dernières années de cotisation au régime, jusqu'à concurrence de la moyenne du maximum des gains admissibles dans ces mêmes années; la réduction ne doit cependant pas excéder la rente que le participant a alors droit en vertu de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*. »;

2° le remplacement du paragraphe d) par le suivant :

« d) La rente normale de retraite est réversible au conjoint en la manière prévue au paragraphe b de l'article 7.06.

Si le conjoint n'a pas renoncé à la rente, la rente viagère du participant est ajustée pour que le montant soit l'équivalent de la rente payable sous la forme prévue au paragraphe c.

Si son conjoint y a renoncé ou si le participant n'a pas de conjoint, le participant peut alors choisir l'une des formes de rente qui est payable en vertu du paragraphe c de l'article 7.06. »;

3° le remplacement du paragraphe f) par le suivant :

« f) Les rentes de retraite prévues par le régime sont viagères. Si une rente payable en vertu du présent article est inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles ou si le participant ne réside plus au Canada, les articles 7.04.2 à 7.04.4 s'appliquent en regard du paiement de cette rente. ».

12. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7.02, des suivants :

« 7.02.1 La prestation de raccordement doit respecter les limites prescrites à l'article 8503(2) (b) du *Règlement de la Loi de l'impôt sur le revenu*.

« 7.02.2 L'employé participant a droit une rente qui est réversible à son conjoint.

Si le conjoint n'y renonce pas, la prestation du participant est ajustée pour que le montant soit l'équivalent de la rente payable sous la forme prévue par le paragraphe d de l'article 7.02. ».

13. Les articles 7.04 et 7.05 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

« Prestations ou remboursements à la suite d'une cessation de participation

« 7.04 Un participant, qui cesse sa participation pour une raison autre que la retraite ou le décès, a droit à une rente différée égale à la rente normale de retraite, compte tenu des années de service reconnu. Cette rente est payable à la date normale de sa retraite et selon les mêmes modalités et conditions.

La valeur de la rente acquise pour le service antérieur au 1^{er} janvier 1990 est au moins égale aux cotisations qu'il a versées au régime avant cette date plus les intérêts crédités à la date de sa détermination.

Le participant a également droit à la prestation additionnelle déterminée de la façon prévue à l'article 7.04.7.

« 7 .04.1 Le participant peut faire transférer la valeur de ses prestations acquises, de même que les intérêts crédités, vers un autre régime de retraite prescrit par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*.

Il a aussi le droit de faire transférer en même temps la valeur des cotisations de transfert et des cotisations salariales excédentaires, de même que les intérêts crédités.

Le comité de retraite doit faire le transfert de la façon indiquée par le participant au plus tard 60 jours après la réception de la demande.

« 7. 04.2 Tout participant, qui a cessé de participer au régime avant le 1^{er} janvier 2001 ou qui cesse de participer au régime pour une raison autre que le décès, a droit, sur demande, en remplacement de sa rente, au paiement comptant et immédiat de sa valeur actuelle, si celle-ci est inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles pour l'année de la cessation de participation.

Dans tel cas, le comité de retraite peut décider de faire un paiement comptant et immédiat de la valeur actuelle de la rente.

« 7.04.3 Un participant qui a cessé sa participation au régime a également droit, sur demande, au paiement complet et immédiat de la valeur de ses droits, qu'il ait ou non commencé à recevoir sa rente, s'il fait la preuve, à la satisfaction du comité, qu'il ne réside plus au Canada depuis au moins deux ans.

« 7 .04.4 Aux fins du paiement, le comité doit, quelque soit la situation, demander au participant de lui faire connaître les modalités de paiement. A

défaut d'instruction dans les 30 jours suivant la transmission de l'avis, le paiement est alors fait selon les modalités qu'il détermine.

« 7.04.5 Aux fins du calcul, toutes les rentes sont déterminées par équivalence actuarielle.

« 7.04.6 Un participant ne peut mettre fin à sa participation tant qu'il est un employé visé par le régime.

« Prestation additionnelle

« 7.04.7 À compter du 1^{er} janvier 2001, le participant qui cesse sa participation au régime avant l'âge de 55 ans, a droit à une prestation additionnelle. Cette prestation est égale à l'excédent du total des montants visés aux paragraphes 1^o et 2^o sur le total des montants visés aux paragraphes 3^o et 4^o :

1^o le montant de la valeur actuelle de la rente différée, payable à compter de la date normale de sa retraite, dont le montant :

a) est égal à celui de la rente normale de retraite, compte tenu des années de service reconnu à compter du 1^{er} janvier 2001,

b) est ajusté annuellement entre la date de la cessation et l'âge 55 ans du moindre de 2 % ou de la moitié de l'augmentation de l'indice des prix à consommation de l'année;

2^o le montant des cotisations salariales excédentaires calculé conformément au paragraphe b de l'article 5.03, en supposant que le participant a droit :

a) à la rente différée prévue à l'article 7.04 pour les années de service reconnu comprises entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 2000, et

b) à la rente prévue au paragraphe 1^o, pour les années de service à compter du 1^{er} janvier 2001;

3^o la valeur actuelle de la rente différée prévue à l'article 7.04 pour les années de service reconnu à compter du 1^{er} janvier 2001;

4^o le montant des cotisations salariales excédentaires calculées conformément au paragraphe b de l'article 5.03 pour les années de service reconnu du participant postérieures au 31 décembre 1989.

« 7.04.8. La prestation additionnelle est payée sous forme d'une rente viagère

Le montant de cette rente est établi à la date de la cessation de participation, par équivalence actuarielle avec le montant de la prestation additionnelle de façon à ce qu'aucun « facteur d'équivalence pour services passés », au sens du

Règlement de Loi de l'impôt sur le revenu, ne soit déterminé pour le participant.

Toute partie de cette prestation qui ne peut être payée sous la forme d'une rente viagère est payée comptant au participant à la date de la cessation de participation.

« Prestations accordées à la suite du décès du participant avant de recevoir la rente de retraite

« 7.05 Lorsque le participant décède sans avoir reçu de prestation de retraite, son conjoint ou, à défaut, ses ayants cause ont droit pour le service antérieur au 1^{er} janvier 1990 à une prestation payable en un versement unique égal aux cotisations du participant et les intérêts crédités.

Si le participant avait droit à une rente différée et a reçu 25 % de la valeur actuelle de cette rente, son conjoint ou, à défaut, ses ayants cause, ont droit à une prestation payable en un versement unique. Cette prestation est égale aux cotisations du participant plus les intérêts crédités diminuées de tout versement déjà effectué avec les intérêts accumulés.

Toutefois, si un participant décède après l'âge de 50, il est réputé avoir pris sa retraite à sa demande le jour qui précède son décès, si cela procure à son conjoint ou, à défaut, ses ayants cause une prestation plus importante.

« 7.05.1 Pour le service à compter du 1^{er} janvier 1990, si le participant décède sans avoir reçu aucun remboursement ni prestation, son conjoint ou, à défaut, ses ayants cause, ont droit à une prestation payable en un versement unique égal :

1° à la valeur actuelle de toute rente à laquelle le participant avait droit avant son décès;

2° si le participant n'avait pas droit à une rente avant son décès :

a) à la valeur actuelle de la rente différée à laquelle il aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant actif le jour qui précède son décès, ou

b) aux cotisations versées par ce dernier plus les intérêts crédités.

La valeur actuelle de la rente est déterminée suivant des hypothèses et méthodes actuarielles et qui sont les mêmes que celles utilisées au paragraphe a de l'article 5.03. On ne doit toutefois pas tenir compte des hypothèses de survie ou de mortalité pour la période qui précède le début du service de la rente. À cette valeur, sont ajoutées, le cas échéant, les cotisations salariales excédentaires portées au compte du participant, calculées selon le paragraphe a de l'article 5.03, plus les intérêts crédités.

« 7.05.2 Si le décès du participant survient après sa date normale de retraite et si tout ou partie de la rente a été ajournée, son conjoint a droit, à moins d'y avoir renoncé, à une rente dont la valeur est égale à la plus élevée des valeurs suivantes :

1° la valeur actuelle de la rente qu'il aurait pu recevoir, selon la réversibilité à 60 %, si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès du participant;

2° la valeur actuelle de la prestation de décès qu'il aurait pu recevoir en application de l'article 7.05.1 au titre de la rente ajournée.

Toutefois, si au décès du participant, celui-ci recevait le paiement partiel de sa rente selon l'article 6.04, l'article 7.05 s'applique à cette partie de la rente et le présent article, à celle qui a été ajournée.

« 7.05.3 Doivent être ajoutés aux montants payables en vertu des articles 7.05 à 7.05.2 :

1° les intérêts accumulés entre la date du décès et la date du versement de la prestation;

2° les cotisations de transfert, le cas échéant, plus les intérêts crédités. ».

14. L'article 7.06 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe a) par le suivant :

« a) Si au décès d'un participant, la rente normale de retraite prévue au paragraphe c de l'article 7.01 était toujours versée, son bénéficiaire peut demander le versement comptant de la valeur actuelle du solde.

Si le bénéficiaire décède avant la fin de la période garantie ou s'il n'y a pas de bénéficiaire, la valeur actuelle du solde des versements garantis est versée à sa succession. » ;

2° le remplacement, dans le paragraphe c), des mots « ayants droit » par les mots « ayants cause ».

15. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7.06, du suivant :

« 7.06.1 Aux fins d'établir la prestation payable au décès, on doit tenir compte des versements partiels reçus par le participant en vertu des articles 6.05 ou 6.06. ».

16. L'article 7.09 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe a) par le suivant :

« a) Si le participant n'a pas de conjoint ou si le conjoint y a renoncé, il peut choisir, en avisant le comité de retraite par écrit dans les six mois avant la date de sa retraite, de recevoir une rente payable selon un des modes décrits au paragraphe c. »;

2° le remplacement du sous-paragraphe 1° du paragraphe c) par le suivant :

« 1° Rente viagère réversible à 60% et garantie dix ans

Les versements de rentes sont payés au participant sa vie durant mais, s'il décède avant qu'il n'ait reçu sa rente pendant une période de dix ans, la rente continue d'être versée au bénéficiaire jusqu'à l'expiration de la période garantie; par la suite, 60 % de la rente continue d'être versée, le cas échéant, au conjoint. »;

3° le remplacement du premier et deuxième alinéa du sous-paragraphe 2° du paragraphe c) par le suivant :

« Le participant qui prend sa retraite ou le conjoint qui a acquis le droit à une rente peut demander le remplacement de tout ou partie de la rente viagère par une rente temporaire avant que le service n'en commence. ».

17. L'article 7.1 0 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du premier alinéa du paragraphe c) par le suivant :

« c) Dans le cadre d'une requête donnant lieu au partage du patrimoine familial, d'une médiation suite à une telle requête ou d'un projet de déclaration commune de dissolution d'une union civile par un notaire, le participant et son conjoint ont droit, sur demande écrite soumise au comité de retraite d'obtenir :

1° un relevé faisant état des droits accumulés par le participant au titre du régime et de leur valeur en date de l' introduction de la requête ou la cessation de leur vie commune, selon l'objet de la demande;

2° les autres renseignements prescrits par loi. »;

2° le remplacement du paragraphe d) par le suivant :

« d) Lorsqu'un participant a décidé suite à la cessation de la vie maritale de partager avec son ex-conjoint les droits accumulés, il a droit, sur demande écrite soumise au comité de, retraite, d'obtenir un relevé faisant état des droits qu'il a accumulés et de leur valeur en date de la cessation de leur vie commune.

Le comité de retraite ne peut toutefois donner copie de ce relevé que si le participant l'autorise dans sa demande. »;

3° la suppression du paragraphe g).

18. L'article 7.11 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, du mot « service » par le mot « participation ».

19. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7.12, du suivant :

« Améliorations

« 7.13 Si le régime est modifié après le 31 décembre 1989 pour augmenter les prestations, qui sont relatives aux années de service reconnu à cette date et qui sont applicables au service postérieur au 1^{er} janvier 1990, les articles 7.04 à 7.03.6 et 7.05.1 s'appliquent à la prestation qui résulte de cette augmentation.

Toutefois, on ne doit pas tenir compte de cela pour déterminer le 50 % de la valeur de toute prestation visée au paragraphe a de l'article 5.03. ».

20. L'article 8.01 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Incessibilité et insaisissabilité

« 8.01 L'incessibilité et l'insaisissabilité de toute somme qui doit être versée à la caisse de retraite et de toute somme qui en fait partie ou qui en provient en regard, selon le cas, d'un participant ou d'un bénéficiaire sont déterminées par le *Code civil*, le *Code de procédure civile* et la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*. ».

21. L'article 8.03 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement du paragraphe a) par le suivant :

« a) L'avis requis en cas de terminaison du régime indique les participants qu'elle vise et la date où elle a lieu; cette date ne peut être antérieure à la date de cessation de la perception des cotisations salariales. » ;

2° la suppression du paragraphe c);

3° le remplacement du paragraphe e) par le suivant :

« e) Le participant visé par la terminaison du régime de retraite a droit, au titre des services que lui reconnaît le régime jusqu'à la date de la terminaison, à la valeur de la rente normale à laquelle il aurait eu droit s'il avait pris sa retraite le jour précédant cette date. »;

4° le remplacement du paragraphe f) par le suivant :

« t) En cas de terminaison du régime, les actifs de la caisse de retraite sont acquis aux participants conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*. Cependant, aucune distribution de surplus ne peut servir à conférer

aux participants des rentes supérieures au maximum prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le surplus non distribué est remis à l'employeur. ».

22. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 8.04, de ce qui suit :

« 8.05 Scission du régime au 1^{er} janvier 2005

« 8.05.1 En date 1^{er} janvier 2005, l'actif et le passif de ce régime est scindé entre deux régimes mis en place par la Ville de Québec.

Ces deux régimes, enregistrés auprès de la Régie des rentes du Québec sont :

1^o le Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec, numéro 32014;

2^o le Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec, numéro 32016;

« 8.05.2 Sont transférés dans le régime de retraite des cadres, les droits et obligations se rapportant aux participants et aux bénéficiaires suivants :

1^o tout participant actif au 1^{er} janvier 2005 qui occupait un poste de cadre ou de conseiller-cadre;

2^o tout participant non actif à cette date qui aurait été un participant actif s'il avait continué à occuper son poste de cadre;

3^o tout bénéficiaire à cette date dont la prestation est dérivée de d'un participants décrit au paragraphe 1^o ou 2^o mais décédé à cette date. ».

« 8.05.3 Sont transférés dans le régime de retraite des pompiers, les droits et obligations se rapportant aux participants et aux bénéficiaires suivants :

1^o tout participant actif au 1^{er} janvier 2005 qui est représenté par l'Association des pompiers professionnels de Québec inc.;

2^o tout participant non actif à cette date qui aurait été un participant actif s'il avait continué à occuper son poste de pompier;

3^o tout bénéficiaire à cette date dont la prestation est dérivée de d'un participants décrit au paragraphe 1^o ou 2^o mais décédé à cette date. ».

« 8.05.4 Aucun des participants ou bénéficiaires ne conservent de droits dans l'ancien régime; ils deviennent des participants et des bénéficiaires du régime de retraite dans lequel ses droits et obligations ont été transférés. ».

23. Ce règlement est en outre modifié de la façon prévue en annexe.

24. Le présent règlement et a effet depuis le 19 janvier 2001; Toutefois,

1° les articles 4, 12, dans la mesure où il édicte l'article 7.01.1 et le paragraphe 4° de l'article 21 s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2000;

2° le paragraphe 1° de l'article II s'applique à compter du 1^{er} janvier 2002;

3° les articles 22 et 23 s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2005.

25. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE

1. Les articles 1.01, 1.02, 1.03 et 1.05 de ce règlement sont abrogés.
2. Les articles 2.01, 2.03 à 2.06, 2.08, 2.10, 2.14, 2.20, 2.21, 2.22, 2.24, 2.26 2.27 et 2.29 de ce règlement sont abrogés.
3. Les articles 3.01, 3.02, 3.03, 3.04, 3.05, 3.06 et 3.07 de ce règlement sont abrogés.
4. Les articles 4.01, 4.02, 4.04 et 4.05 de ce règlement sont abrogés.
5. Les articles 5.01, 5.02 et 5.02.1 de ce règlement sont abrogés.
6. L'article 5.04 de ce règlement est modifié par la suppression des paragraphes a) et b).
7. L'article 5.05 de ce règlement est modifié par la suppression des paragraphes a), c), e), f) et g).
8. L'article 5.06 de ce règlement est modifié par la suppression du quatrième alinéa.
9. L'article 7.08 de ce règlement est abrogé.
10. L'article 7.10 de ce règlement est abrogé.
11. L'article 7.12 de ce règlement est abrogé.
12. Les articles 8.01 à 8.04 de ce règlement sont abrogés.
13. Le chapitre IX de ce règlement est abrogé.

Avis de motion

Je donne avis qu'à une prochaine séance, il sera présenté un règlement qui modifie le Règlement 3896 décrétant les règles du Régime complémentaire de retraite pour les pompiers et les officiers de direction de la Division des incendies de la Ville de Sainte-Foy [Groupe VI] afin d'être conforme à la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives (2000, chapitre 41).

Ce règlement prévoit aussi des dispositions afin de scinder ce régime le 1^{er} janvier 2005 et de transférer l'actif et le passif se rapportant aux différents groupes de participants et bénéficiaires à deux nouveaux régimes de retraite mis en place à cette date aux termes de deux règlements du conseil de la ville.

Les nouveaux régimes mis en place visés par la scission sont le « Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec » et le « Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec ».

Ce règlement prévoit aussi l'abrogation des dispositions de ce régime complémentaire de retraite pour les pompiers et les officiers de direction de la Division des incendies de la Ville de Sainte-Foy [Groupe VI] qui n'ont plus d'application après le 31 décembre 2004.

Ces modifications s'inscrivent dans le cadre de la réorganisation des régimes de retraite de la Ville de Québec au 31 décembre 2004.

Dispense de lecture de ce règlement est demandée puisque tous les membres du conseil ont reçu une copie du projet de règlement.